

# AU CHEVET DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Par Lionel LARQUÉ<sup>1</sup>

Depuis une dizaine d'années à peine, on assiste en France à l'émergence d'une critique sociale, organisée et constructive, portant sur la place de la science et des technosciences dans nos sociétés. A l'échelle européenne, même si des disparités existent selon les pays quant au degré de conscientisation et de cristallisation des enjeux, le septième Programme Cadre Recherche et Développement (PCRD) - qui couvrira la période 2007-2013 – devrait s'en faire l'écho. Nous constatons la montée en puissance d'associations de malades, d'organisations de consommateurs, d'ONG environnementalistes ou de solidarité internationale, voire parfois d'élus locaux, mais, à quelques rarissimes exceptions près<sup>2</sup>, pas d'associations ou d'institutions de la culture scientifique et technique (CST). Alors qu'une partie non négligeable d'entre elles, tout du moins en France, affirment leur engagement « citoyen », leur désir de s'investir dans des processus « de participation des habitants », qu'en outre elles se reconnaissent de la famille de l'éducation populaire, un tel constat interpelle et mérite débat. Car, à persister dans une posture de neutralité, de simple commentateur ou de diffuseur, ces organisations plomberont, qu'elles le veuillent ou non, à leur échelle, les nécessaires réformes des liens entre le monde de la recherche, la société et, in fine, les politiques publiques.

## De quelques pratiques et discours à propos de la CST

Les projets dits de « culture scientifique et technique » prétendent remplir différentes fonctions<sup>3</sup>. *Politique* tout d'abord (permettre aux citoyens des choix éclairés ;

---

<sup>1</sup> Docteur ès physique, militant de l'éducation populaire, responsable du département interculturel de l'Association française des petits débrouillards, administrateur de la Fondation sciences citoyennes

<sup>2</sup> Notamment la Fondation sciences citoyennes : <http://sciencescitoyennes.org/>

<sup>3</sup> Tirées de: *Observations sur la médiation des connaissances scientifiques et techniques*, Bernard Labasse, Rapport à la Direction Générale XII de la Commission Européenne, 1999

implicitement, lutter contre l'irrationnel, les pseudo-sciences et les mouvements anti-sciences) ; *économique* (améliorer la qualification de la main-d'oeuvre et la compétitivité de la nation ; éduquer les consommateurs en les rendant plus et mieux disposés à l'égard des industries et des produits de haute-technologie) ; *corporatiste* (renforcer le soutien du public aux activités de recherche et nourrir un consensus sans faille au regard des crédits publics qui lui sont alloués) ; *prosélyte* (motiver toujours plus de jeunes à s'engager dans la recherche scientifique) ; *journalistique* (informer sur un domaine de l'actualité générale) ; *humaniste* (intégrer la science à l'érudition générale de chacun) ; *socio-éducative* (permettre à chacun de prolonger son apprentissage au long de sa vie ; éviter que l'évolution technologique n'exclut une partie de la société) ; *sanitaire* enfin (contribuer à éviter les conduites à risque, les traitements médicaux inappropriés ou fantaisistes ; favoriser la prévention). Remplir effectivement ces différentes tâches nécessiterait l'allocation de ressources humaines et financières conséquentes, comme, en amont, l'élaboration de doctrines et de stratégies solides, cohérentes et synergétiques. Il est dès lors instructif d'étudier le degré de complémentarité entre quatre types d'acteurs que sont les associations, les CCSTI<sup>4</sup>, les instituts de recherche et les pouvoirs publics.

Du seul point de vue des associations locales, nationales et des CCSTI, les expositions affluent, les rencontres avec les scientifiques se multiplient, le succès des suppléments scientifiques dans les médias se confirme chaque semaine. L'offre ne diminue pas. Elle explose. Certes, les classes défavorisées continuent à narguer les institutions culturelles en restant obstinément étrangères à leurs propositions, mais, quantitativement, les résultats plutôt satisfaisants font dire aux piliers du secteur que jamais les sciences n'ont autant intéressé le public, que celui-ci n'a jamais été aussi bien (in)formé des avancées de la recherche et qu'il faut, à la rigueur, mieux faire dans un contexte de délégitimation généralisée des institutions. Au chaud dans son cocon, le secteur agit en occultant les questions sociales et politiques. La plupart des acteurs affirment de bonne foi que « là, n'est pas leur rôle », qu'il s'agit de terrains politiques et idéologiques ; que leur fonction consiste à « éclairer le débat » ; qu'ils jouent, autant qu'il soit possible, « sur terrain neutre » (comme la science ?...). La CST a cuit au bain-marie des bons sentiments, faisant réduire à petit feu tout le gras et les porosités de la réalité inacceptable car n'entrant pas dans le carcan de la science de laboratoire. Dès lors, comment être surpris de voir réapparaître hors de son territoire - pourtant naturel - une profusion d'universités populaires, un tissu d'amateurs botanistes, de

---

<sup>4</sup> Centre de Culture Scientifique Technique et Industriel ; Le territoire français en comporte 43 – Leur

systematiciens, de réseaux d'échanges de savoirs ? Comment demeurer spectateur devant le développement d'initiatives d'associations de consommateurs ou de malades qui sont parvenues, par leur volonté et leur militantisme, à générer des dialogues avec les scientifiques d'une toute autre nature que leurs homologues de la CST ?

Les lacunes de la part d'un secteur d'activité peut-être trop institutionnalisé viennent largement de la superficialité de ses liens avec le monde de la recherche. Lors du mouvement social des chercheurs de 2004, nous avons observé des comportements d'ignorance réciproque, alors qu'en apparence les relations paraissaient solides. Lors du mouvement social *Sauvons La Recherche*, la seule commission à ne pas être parvenue à un consensus fut celle intitulée *Sciences et société*. SLR fut un mouvement corporatiste coordonné par des personnels inquiets – à juste titre – de leur avenir. Malgré quelques timides appels du pied, ils n'ont admis ni légitimé aucun acteur de la CST à venir échafauder des propositions communes. Dans l'autre sens, journalistes scientifiques, CCSTI et associations ont, avec prudence, évité toute participation compromettante. Il ne s'agit pas d'entamer un procès à charge des chercheurs dont on sait qu'ils vivent douloureusement l'érosion tendancielle du degré de confiance de la part de leurs concitoyens. Mais force est de constater que ces professionnels n'ont qu'une faible idée – quand ils l'ont – de l'histoire de leur métier, de leur laboratoire, de leur discipline, sans parler des indicateurs qui montrent des carences préoccupantes de leur niveau de culture scientifique et technique<sup>5</sup>. Ce fonctionnement amnésique est une des sources du corporatisme le plus têtue. Une des voies pour contrebalancer ce repli réside dans une participation consciente et active à la vie sociale et associative.

Du côté des institutions, la situation est critique, notamment en ce qui a trait à la clarté des objectifs. L'Etat navigue à vue, entraînant - ou subissant, selon le point de vue - la faiblesse conceptuelle et analytique des acteurs, les rentes de situation de certains d'entre eux et, pour finir, les conflits d'intérêts. Il est important de questionner la place de la Cité des Sciences et de l'Industrie (CSI), elle qui récupère 75% du budget de l'Etat alloué à la CST. Elle tend à assumer un rôle d'agence nationale de la CST, réforme institutionnelle peut-être intelligente mais à ce jour ambiguë car son administration est placée dans une double logique antagonique : être acteur et arbitre avec des directives commerciales explicites. Quant aux CCSTI, ils ne parviennent qu'à de rares exceptions à cohabiter avec intelligence avec le tissu associatif local, sauf à

---

fédération se nomme *La Réunion* – <http://lareunion.crihan.fr/>

<sup>5</sup> Jean-Marc Lévy-Leblond, *Le partage de l'ignorance*, in *La vitesse de l'ombre*, Seuil, 2006

prétendre à un leadership viril. Or il ne faudrait pas beaucoup pour prendre conscience d'appartenir à une même famille, avec des intérêts divergents, mais la démocratie est ainsi faite. Ni l'Etat, ni les chercheurs, ni les acteurs de la CST ne sont en mesure, seuls, de faire face aux enjeux.

On peut ainsi éprouver du désarroi à la lecture des récents travaux parlementaires concernant la CST<sup>6</sup>. Celle-ci demeure assignée, toujours et encore, à une fonction d'agent de diffusion des savoirs - au mieux des méthodes scientifiques ; en termes économiques, dans une stratégie de l'offre. La principale préoccupation consiste à faire tomber les barbelés de la télévision, rétive à ce qu'il paraît à l'idée de vulgarisation scientifique<sup>7</sup>. On évoque l'inquiétante (mais très largement fantasmée) désaffection des jeunes pour les carrières scientifiques. Mais, à la lecture du rapport Labasse<sup>8</sup>, la charge est sévère et profonde : « *On peut actuellement estimer très grossièrement (...) qu'environ 99% des crédits consacrés à la diffusion de la culture scientifique et technique sont absorbés par des actions concrètes, décidées sur des critères inconnus, et qu'à peine 1% d'entre eux – peut-être même beaucoup moins – sont consacrés à la compréhension collective de cette question (à sa « construction » paradigmatique).* » En d'autres termes, personne ne sait précisément ce qu'il convient de produire car aucun objectif, aucune stratégie n'ont été clairement fixés. Chacun œuvre dans son coin, à l'abri de toute remise en question frontale de son action. Comment se pourrait-il qu'il en fût autrement quand aucun débat n'a permis de faire le point sur les pratiques et les théories ? Il nous faut pointer ici une limite strictement professionnelle de la question, à savoir une sur-représentation *monstrueuse* des sciences de la nature au détriment des sciences de l'homme et de la société ; mais ce point mérite à lui seul une étude approfondie.

Dans un tel vide d'orientations et de choix politiques, il n'est pas étonnant que le discours dominant fasse la part belle à la massification des actions : « toucher » plus d'enfants, de jeunes et de citoyens. Cette prévalence de l'offre constitue le biais le plus contestable des politiques du secteur. Nous ne parvenons toujours pas à appréhender autrement les citoyens, habitants ou publics. Si les institutions et

---

<sup>6</sup> On peut noter les trois principaux : Rapport auprès du Ministre de l'Education nationale, du Ministre de la Culture et de la Communication, de la Ministre Déléguée à la Recherche et aux Nouvelles Technologies, Novembre 2003, *Développement et diffusion de la culture scientifique et technique*, M. Hamelin ; *Plan national pour la diffusion de la culture scientifique et technique*, Février 2004

<sup>7</sup> Notons au passage la dimension contradictoire de cet argument avec le constat évoqué plus haut de l'intérêt accru des populations pour les questions à caractère scientifique. Exclure des succès tels que *Le dessous des cartes* sur Arte ou *Le magazine de la santé* sur France 5 rend compliqué tout débat sur le sujet

associations tiraient, par exemple, les conséquences de quelques résultats obtenus par le *Service d'étude des publics* de la CSI de 1989 à 1997, nous cesserions de penser l'optimisation de la conception d'action systématiquement sur le modèle primaire émetteur/récepteur<sup>9</sup>. Est-il si insurmontable d'intégrer le fait que les spectateurs/publics mobilisent des savoirs multiples ? Il ne sert à rien de vouloir opposer ou hiérarchiser, culture médiatique, culture politique et culture scientifique. Elles composent l'individu/citoyen par strates entrelacées. Personne n'échappe à cette règle pas même les scientifiques. Pourtant, le discours dominant considère l'homme de la rue comme un ignorant qu'il s'agit de détourner du danger irrationnel. Plus que d'un biais, on peut parler de culture de la cathédrale assiégée, qui trouve ses racines dans une vision archaïque du sujet/citoyen, comme de la république et de la démocratie. Elle se nourrit à plusieurs sources idéologiques - telle l'excellence républicaine - qui se diffusent dans toutes nos institutions. Mieux, elles les fondent. Et c'est bien là un de nos problèmes essentiels.

## De l'origine d'un conservatisme

1986. La Cité des sciences et de l'industrie (CSI) est inaugurée après huit années de travaux. La même année apparaît l'Association française des petits débrouillards devenue depuis le premier réseau associatif français de CST<sup>10</sup>. 1986 : c'est aussi l'année de l'explosion de Tchernobyl. Dans l'actualité de la CSI et des Petits débrouillards, tous les acteurs sont en pleine effervescence, leurs regards dirigés... sur eux-mêmes. Nulle trace de questionnement sur cette tragédie. C'est un fait : la CST est au service du renforcement de la place des sciences au cœur de l'organisation de notre société. Pour l'administration, elle est pensée comme une simple courroie de transmission. Ce principe acritique ne date pas d'aujourd'hui. Le rôle déterminant que les scientifiques jouèrent dès les premières heures de la Révolution française a scellé des liens d'une rare force entre le monde des sciences et tous les pouvoirs politiques jusqu'à aujourd'hui<sup>11</sup>. Ce pacte a peu à peu percolé des plus hautes strates de l'Etat<sup>12</sup> jusqu'aux mondes ouvrier (au XIX<sup>e</sup> siècle) et agricole (dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup>

---

<sup>8</sup> *Opt. Cit.*

<sup>9</sup> Communication de Mme Joëlle Le Marrec (Directrice de l'équipe de recherche Communication Culture et Société - JE 2419) au séminaire du programme SOKORI ([www.sokori.org](http://www.sokori.org)) - Février 2006

<sup>10</sup> 180 salariés, 20 associations régionales gérées par 200 administrateurs

<sup>11</sup> *La révolution des savants*, Denis Guedj, Ed. Découvertes Gallimard, 2004

<sup>12</sup> Avec la création successive de l'École normale supérieure en 1794 et de l'École polytechnique en 1795

siècle)<sup>13</sup>.

De janvier 1982 - et les *Assises nationales de la recherche* - à la promulgation de la loi d'orientation du 15 juillet de la même année, nous avons connu une période fondatrice. Malgré une volonté affichée par le ministre de l'époque, Jean-Pierre Chevènement, à savoir « *respecter conjointement qualité de la science et attention portée à la demande sociale* »<sup>14</sup>, le ministre et toute la communauté scientifique n'étaient convaincus, en leur for intérieur, que d'une conception linéaire et descendante résumée dans les propos du ministre : « *c'est au prix d'une vaste entreprise de diffusion des savoirs (...) que nous pourrions faire reculer certains préjugés contre la science et la technologie, tenir en lisière les mouvements antiscience et mettre en mesure les citoyens de mieux cerner l'importance de enjeux scientifiques et techniques* »<sup>15</sup>. Côté scientifique, ce fut le lancement de la « nouvelle » politique de CST : ouverture de la CSI, dissémination de CCST, Fête de la science etc.

On peut aussi persister, avec une écrasante majorité des scientifiques, à analyser la problématique du lien entre les sciences et notre société à partir de ses dimensions les plus anxiogènes : crise de la notion de progrès ; évolution de la notion de peur et de risque. Ce fil est pernicieux parce qu'il nous mène inévitablement sur le seul terrain de la psychologie sociale puis, par glissements successifs, sur celui de la morale et de l'éthique. Cette grille de lecture masque des enjeux autrement embarrassants pour les responsables du pilotage des institutions scientifiques, à savoir la gouvernance de la recherche publique comme une transparence accrue dans les processus de décisions, d'allocations de moyens et d'évaluation<sup>16</sup>. Comment É. Klein, par exemple, parvient-il à clôturer son opuscule par un étrange : "*n'est-ce pas plutôt nous qui menaçons la science ?*" !?<sup>17</sup> Alors qu'à peine quelques lignes auparavant il reprenait à son compte un renversement de point de vue, affirmant qu'au principe du projet démocratique "*la conscience prime la compétence*"<sup>18</sup> - laissant entrevoir des

---

<sup>13</sup> Lionel Larqué, *Contester le monopole de l'Etat*, in Politis Hors série sur l'éducation populaire, p. 28, septembre 2006

<sup>14</sup> Bilan de la loi 1982 par Philippe Lazar, alors rapporteur général du colloque sur la Recherche et le développement technologique : [http://www.fondation-res-publica.org/Bilan-de-la-loi-d-orientation-et-de-programmation-de-1982\\_a32.html?PHPSESSID=f446d1d874e379c5a9ffa2b6b9487461](http://www.fondation-res-publica.org/Bilan-de-la-loi-d-orientation-et-de-programmation-de-1982_a32.html?PHPSESSID=f446d1d874e379c5a9ffa2b6b9487461)

<sup>15</sup> Cité par Christophe Bonneuil, *Les transformations des rapports en sciences et société en France depuis la seconde guerre mondiale : un essai de synthèse*, communication lors du colloque *Sciences, médias et société*, ENS de Lyon, 15-17 juin 2004

<sup>16</sup> *Les errements de l'Agence nationale de la recherche*, in *L'Économie politique* n°30, avril 2006, pp 68-78

<sup>17</sup> Etienne Klein, *La science nous menace-t-elle?*, Ed. Le Pommier, 2003

<sup>18</sup> Jean-Marc Levy-Lebond, *En méconnaissance de cause*, in *La Pierre de touche*, Ed. Gallimard, "Folio-essais", 1996

changements paradigmatiques majeurs – nous lisons à quelques mots de la fin que “*les arcanes du tarot ou des décans astrologiques sont aujourd’hui mieux connus du grand public que la classification des particules élémentaires*”.

Ces assertions de comptoir ne prennent pas la mesure d'un fait sociopolitique majeur : la critique des sciences est d'abord le fait d'individus ayant suivi des cursus d'enseignement supérieur. De la même manière l'abstention électorale est désormais majoritairement le fait de cette même frange de la population<sup>19</sup>. En somme, et c'est un fait récent, nous assistons désormais à une abstention à caractère majoritairement politique et non plus désocialisée. En définitive, nous voulions « produire » des citoyens qui pensent par eux-mêmes. L'objectif que notre pays s'assignait – à contre-cœur pour certains<sup>20</sup> - est atteint. Le postulat qui consiste à affirmer que la fracture citoyens/sciences s'expliquerait par le fait que le message n'a pas bien été compris ne tient pas (ce qui ne rend pas pour autant obsolète l'ensemble des principes sur lequel se fonde la CST). Les bases idéologiques de la doctrine de l'Etat et des institutions sont caduques depuis des années.

Il faut insister sur le fait que les sciences ont à voir avec le pouvoir, la sélection monolithique des élites, la division internationale du travail, les inégalités nord/sud, une dynamique des climats préoccupante, l'hyperconsommation<sup>21</sup>, l'économie capitaliste dominante<sup>22</sup>, et, partant, avec ses corollaires en termes de violences et de déséquilibres sociaux et environnementaux. Structurellement, l'Etat moderne doit tout à l'émergence des statistiques, à la capacité de gestion des populations<sup>23</sup>. Les sciences sont historiquement au service du pouvoir et de la forme moderne du contrôle des citoyens. Les productions scientifiques et technologiques pèsent sur nos modes de vie comme sur nos façons de penser le possible, le souhaitable, l'idéal. C'est précisément en cela qu'elles parlent aux mouvements d'éducation populaire. On rétorquera que les organisations de CST n'ont pas à se transsubstantifier en mouvement social. Peut-être. D'ailleurs l'essentiel de l'énergie militante, associative et politique des associations d'éducation populaire membres du Cirasti<sup>24</sup> ou de l'Amcsti<sup>25</sup> est focalisé sur l'individu, le citoyen, presque jamais sur la

---

<sup>19</sup> Jacques Capdvielle, *Démocratie en panne*, Ed. La discorde, Textuel

<sup>20</sup> Lire sur le sujet *La haine de la démocratie*, Jacques Rancière, Ed. La fabrique, 2005

<sup>21</sup> Gilles Lipovetsky, *Le bonheur paradoxal-Essai sur la société d'hyperconsommation*, Ed. Gallimard, 2006

<sup>22</sup> Jean-François Billeter, *Chine trois fois muette*, Ed. Allia, 2007

<sup>23</sup> *Penser dans l'urgence - Parcours critique d'un humanitaire, entretien avec Rony Brauman*, Ed. Seuil, 2006

<sup>24</sup> Collectif Inter-associatif pour la Réalisation d'Activités Scientifiques et Techniques Internationales

<sup>25</sup> Association des Musées et Centres de Culture Scientifiques et Industriels

construction d'actions collectives. Il y a désormais une fracture entre « *la CST à la papa* » et les dynamiques sociales, malgré quelques rares contre-exemples. Anecdote révélatrice à propos de l'installation d'un pôle nano dans l'agglomération grenobloise : les seuls lieux où ce sujet fut sérieusement discuté, tant du point de vue des concepts scientifiques que des incidences sociales, économiques et environnementales furent des squats de la ville. Les acteurs locaux de CST se gardèrent de toute participation compromettante alors que ces espaces constituaient les seuls endroits où éclairer sa lanterne.

## Sciences et société *versus* Sciences et démocratie

Au fond, ces éléments épars indiquent le besoin que nous avons de discuter sérieusement et collectivement l'état des relations entre les sciences et notre société. Par sérieusement, il faut entendre politiquement. Nous avons cependant bien noté, depuis quelques mois, une avalanche de textes issus d'organisations du secteur qui, en surface, semblent prendre la mesure du problème<sup>26</sup>. Mais ces initiatives relèvent encore du rassemblement boutique. L'impossibilité d'instituer un lieu de débat démocratique et contradictoire pour traiter de ces questions est indéniablement le fruit de l'absence de vision des « élites », de l'appareil d'Etat, des corporations impliquées et de la majorité des organisations politiques et syndicales de notre pays. Au fond, à leurs yeux, la science demeure son seul propre recours. Le débat parlementaire relatif à la récente loi d'orientation de la recherche a révélé le conservatisme de nos représentants en la matière. Pour la très grande majorité d'entre eux, les sciences constituent un fondement trop crucial de la place de la nation dans le monde pour laisser se développer de façon incontrôlée un discours déstabilisant.

Pourtant, le problème est aujourd'hui inversé. Notre pays attend de ses institutions comme des grands corps intermédiaires d'être à la hauteur des nouvelles exigences démocratiques d'une population dont le niveau d'analyse est le fruit de plus de cent trente ans d'enseignement obligatoire. Selon les réponses que les institutions *et* les corps intermédiaires apporteront, ce sera une des grandes forces de sa cohésion sinon les fondements de sa désagrégation. Comme le rappelle la plupart des

---

<sup>26</sup> Nous faisons référence au titre d'une des tables rondes des rencontres organisées les 4 et 5 décembre 2006 par la Réunion des CCSTI: *nouveaux rapports Science-Société: Une nouvelle sémantique pour en finir avec*

théoriciens du développement, aucune politique ne peut atteindre ses objectifs si les institutions sur lesquelles elle s'appuie sont obsolètes<sup>27</sup>. On pourrait, sans honte, considérer que notre pays est en voie de (re)développement, qu'il dispose de rouages institutionnels inadaptés au regard des problèmes du moment. Nous reprendrons ici l'analyse d'Alain Lefebvre et Dominique Méda lorsque, en parlant des difficultés à réformer notre système de protection sociale, ils affirment : « *la contrainte majeure à laquelle sont confrontés les gouvernements nationaux qui veulent réformer leur système réside dans les configurations institutionnelles et politiques spécifiques associées au système de protection sociale national. La force des engagements passés, le poids politique des coalitions d'intérêts associés aux différents programmes de protection sociale, l'inertie des arrangements institutionnels créent des phénomènes de dépendance institutionnelle qui contraignent les systèmes de protection sociale à rester dans la voie tracée par l'histoire et induisent de fortes résistances au changement.* »<sup>28</sup>

Après Dwight D. Eisenhower qui dénonçait, en 1961, dans son dernier discours à la nation, le complexe militaro-industriel, cette « *conjonction d'un establishment militaire et d'une industrie de l'armement toute-puissante qui est sous contrôle d'une élite de scientifiques et de techniciens* », il serait salutaire d'extrapoler cette analyse acide et lucide à d'autres champs de la recherche. Que la nucléocratie française (quoiqu'on en pense par ailleurs) soit aujourd'hui totalement hors d'atteinte des pouvoirs de contrôle démocratique constitue un danger qu'il nous revient de mettre en lumière et de combattre (j'inclus dans le « nous » les militants – salariés ou bénévoles – des organisations et institutions de CST). Que les mêmes tentent – avec un certain succès – d'imposer, dans la plus ferme tradition autoritaire, les nanotechnologies comme nouvelle panacée technoscientifique est inadmissible. Que les acteurs de la CST soient muets sur ces questions démontre une nouvelle fois leur immaturité – ou leur pusillanimité – car nos concitoyens sont tout sauf idiots. Leur tenir un langage du doute et de la critique serait, à n'en pas douter, une avancée sociale importante. Lorsque de forts enjeux économiques et militaires sont en ligne de mire<sup>29</sup>, la plupart de nos responsables perdent la mesure des choses, des comportements inadmissibles sont d'usage, notre démocratie prenant les atours d'une république patricienne pour le

---

*vulgarisation et médiation scientifique.*

<sup>27</sup> Lire *Sur la relation entre les institutions et le développement économique*, Ha-Joon Chang, in *L'Économie politique* n°30, avril 2006, pp 53-67

<sup>28</sup> *Faut-il brûler le modèle social français ?*, Alain Lefebvre & Dominique Méda, Ed. Seuil, 2006

<sup>29</sup> Voir le rapport coordonné par P.B. Joly sur l'installation du Minatec dans l'agglomération grenobloise : *Démocratie locale et maîtrise sociale des nanotechnologies*, Rapport final de la Mission à la Métro, sept. 2005

moins trouble<sup>30</sup>.

## Tunnel et lampe à huile

Les institutions de la CST participent de la structuration des liens entre les sciences et la société. Pourtant, elles sont restées en retrait de toutes les innovations en termes de pratiques et de participation aux débats publics de ces vingt dernières années. Or, elles constituent un réseau qui maille le territoire de façon suffisamment dense et précieuse pour remplir d'autres fonctions que celle d'une simple propagande.

Au niveau territorial, nous aurions beaucoup à apprendre des avancées du secteur culturel opérées depuis la première phase de la décentralisation<sup>31</sup>. L'un des principaux leviers fut l'émergence des Directeurs d'Affaires Culturelles. Professionnaliser ces acteurs territoriaux a permis de poser les questions du rapport des arts et de la culture à la démocratie locale. Pourquoi ne pas réfléchir collectivement aux enjeux d'une *filière territoriale des politiques socio-scientifiques* ? Elle pourrait être vitale pour la cohésion sociale, la gestion des conflits d'usage, la non-prééminence systématique des enjeux économiques et industriels. Pour ce faire, il importerait de mettre en oeuvre un *Master des affaires socio-scientifiques*, formant chaque année à l'échelle nationale une promotion de 15 à 25 professionnels.

En termes économiques, nous considérons qu'une politique de la demande s'impose en complément de celle de l'offre, de façon tout aussi soutenue. Renverser l'hypothèse du peuple ignorant situerait les citoyens sur le terrain de *l'expertise démocratique*, selon des procédures qu'il nous revient de construire voire d'affiner. On pense aux conférences de citoyens ou à d'autres formes pour peu que ces dispositifs ne soient pas pervertis, comme dans l'immense majorité des cas en peignant aux couleurs de la démocratie participative une forme de communication institutionnelle, de

---

<sup>30</sup> Denis Robert, *Clearstream, l'enquête*, Ed. Les arènes/Juillard, 2006

<sup>31</sup> Qui plus est, les professionnels des arts et des sciences développent un discours identitaire proche à maints égards: 1) il s'agirait de métiers-passions où le désintéressement constitue le carburant essentiel; les professionnels revendiquent avec force une liberté de recherche absolue qu'aucune intrusion (politique, éthique ou autre) ne saurait brider; 3) du côté de l'Etat, la doctrine repose sur le discours de l'excellence (mot dont la dimension magique ne doit pas être sous-estimée...); 4) enfin, ces deux secteurs alimentent au premier chef « l'attractivité » des territoires.

démagogie voire de manipulation<sup>32</sup>. Si l'on prend au sérieux cette perspective cela implique de financer massivement des initiatives agrégeant des acteurs de la CST et des laboratoires de recherche afin d'invalider et/ou de confirmer les paradigmes sur lequel le secteur se fonde. De tels projets multipartenariaux pourraient s'inspirer des *modus operandi* utilisés dans le monde de la solidarité internationale où ONG, syndicats et collectivités sont incités à travailler ensemble. Un partenariat massif entre associations et équipes de recherche diversifierait les axes de recherche, permettrait à des citoyens de participer à des expériences scientifiques sérieuses et utiles à la société. Dans ce domaine, il serait tout à l'honneur de l'Etat, comme des fonds d'entreprise et des collectivités de développer massivement les *Boutiques des Sciences*<sup>33</sup> ou de décliner le dispositif francilien Picri, sur lequel nous manquons toutefois à ce jour de recul<sup>34</sup>. Ce *droit d'initiative socio-scientifique*, s'il était institué sous la forme d'une loi *d'approfondissement démocratique*, nourrirait incontestablement le débat.

Nous pouvons espérer une influence positive du 7<sup>ème</sup> PCRD européen sur les pouvoirs publics français, prenant en considération qu'un vent de libéralisme politique souffle depuis Bruxelles sur notre pays. A titre d'exemple, le dialogue entre la Commission et la Fondation Sciences Citoyennes est d'un tout autre niveau que les mesquineries du Ministère de la Recherche. Il s'agit ici de permettre aux différentes opinions qui respectent le jeu de la démocratie de s'exprimer, d'être entendues voire suivies. La haute administration nationale n'est ici pas à la hauteur de la tâche.

Nous pourrions multiplier les propositions. Nous n'avons pas évoqué nombre de points secondaires à cette étape du raisonnement, concernant par exemple les réformes nécessaires des modes de financement des organisations intermédiaires. La création d'un « fonds de l'innovation socio-scientifique » affecté à la R&D du tiers secteur scientifique serait, par exemple, loin d'être inutile.

## Conclusion

D'un tel tableau nous retiendrons le morcellement des initiatives, la

---

<sup>32</sup> *Gestion de proximité et démocratie participative*, Marie-Hélène Bacqué, Henri Rey, Yves Sintomer, Ed. La découverte/Recherche, 2005

<sup>33</sup> <http://www.scienceshops.org/>

faiblesse des alliances entre acteurs. L'Etat de son côté a perdu le fil de sa vision stratégique ; le monde de la recherche peine à converger avec celui de la vulgarisation ; les CCSTI régionaux jouent dans leur grande majorité la carte du monopole local<sup>35</sup> ; enfin le monde associatif multiplie les initiatives au détriment d'un rassemblement de forces.

Nous assistons à plus qu'un essoufflement de la CST en France ; à son obsolescence, comparable à celle de la politique culturelle du pays<sup>36</sup>. Les questions soulevées par les liens entre les sciences et notre société sont *d'abord* des questions de société et de politique avant que d'être des questions scientifiques. Persister à inverser la problématique situe, comme c'est le cas depuis plus de deux siècles, *le scientifique* et son institution au centre du problème alors que ni l'un ni l'autre ne peut le résoudre.

Du côté de nombreux professionnels du secteur le thème « Sciences et société » devient un nouveau marronnier. Nous observons déjà les mêmes faux semblants d'un débat considéré comme un prétexte, un dérivatif. *Or, il ne s'agit précisément pas de discuter des liens entre les sciences et notre société mais bien de ceux entre les sciences et notre démocratie.* Nuance.

Comme le rappelle Isabelle Stengers : « *la lucidité est un produit de crise, elle doit être conquise et ne peut être considérée comme normale.* »<sup>37</sup> La chance que nous avons est de vivre une profonde situation de crise. Aussi nous reste-t-il à *instituer les lieux de débat*. Il est de la responsabilité des organismes impliqués d'en prendre collectivement l'initiative. L'hypothèse de départ devant être de cesser de se contenter de gentilles expositions et de gentils débats pour un gentil public. Car les sciences n'ont rien à voir avec l'univers de l'île aux enfants où serait venu le temps des rires et des chants.

---

<sup>34</sup> Partenariat Institutions Citoyens pour la Recherche et pour l'Innovation : <http://www.iledefrance.fr>

<sup>35</sup> Comment entendre, par exemple, que le CCSTI Mendès-France de Poitiers – pour ne prendre que ce cas particulier – puisse justifier d'une subvention municipale annuelle de 1.2 M€ au détriment de toute politique d'aménagement du territoire et de répartition modulaire et diversifiée des investissements et fonds publics ? Quand d'autres associations oeuvrant sur ce terrain se voient refuser tout soutien politique, fût-il symbolique?...

<sup>36</sup> Jean Caune, *La démocratisation culturelle – une médiation à bout de souffle*, Ed. PUG, 2006

<sup>37</sup> *L'invention des sciences modernes*, Isabelle Stengers, Champs Flammarion, 1993